COMMUNE DE RUEIL-MALMAISON

(HAUTS-DE-SEINE)

PROCES-VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2014

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE 13 OCTOBRE, À 19H00, LE CONSEIL MUNICIPAL, dûment convoqué le 6 OCTOBRE 2014, s'est assemblé sous la présidence de son Maire, Monsieur Patrick OLLIER.

Étaient présents :

M. OLLIER, M. LE CLECH, M. GABRIEL, Mme RUCKERT, M. MAGNIN-LAMBERT, Mme DEMBLON-POLLET, Mme BOUTEILLE, M. LANGLOIS D'ESTAINOT, Mme GUETTA-HAMADI, M. BARBIER DE LA SERRE, Mme GENOVESI, M. PERRIN, Mme ROUBY, M. COSSON, Mme HAMZA, M. TROTIN, Mme DELOFFRE, M. BOUSSO, Mme CHANCERELLE (de la délibération n°218 à la n°239), M. DIDRIT, M. MORIN, Mme MAYET, Mme GIBERT, M. NAJIB, M. PASADAS, M. SGARD, M. GROS, M. GODON, Mme THIERRY, Mme OHANA, Mme COULAMY, M. SAUSSEZ, Mme CORREA, Mme ZEHNER, Mme RALIBERA (de la délibération n°217 à la n°266), M. JEANMAIRE, Mme CLAVEL, M. RUFFAT, Mme HUMMLER-REAUD, M. TOULOUSE, M. ROCHERON, M. POIZAT, Mme SCHNEIDER.

Excusés représentés :

Mme CHANCERELLE (pouvoir à Mme DELOFFRE de la délibération n°215 à la n°217 et de la délibération n°240 à la n°266), M. BOUIN (pouvoir à M. GABRIEL), Mme DAVANTURE (pouvoir à Mme MAYET), Mme VALLETTA (pouvoir à Mme ZEHNER), Mme BRETEAU (pouvoir à Mme GENOVESI), M. LARRAIN (pouvoir à M. SAUSSEZ), Mme RALIBERA (pouvoir à Mme CORREA de la délibération n°215 à la n°216).

Absents :

Mme JAMBON.

Monsieur le Maire ouvre la séance à 19h00 et demande à M. MAGNIN-LAMBERT, de procéder à l'appel des membres présents.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé, conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil. M. MAGNIN-LAMBERT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

INTERVENTIONS

M. ROCHERON

RAPPELLE le décès de Mme MILLECAMPS et remercie le Conseil municipal de respecter une minute de silence en son honneur.

Minute de silence.

M. LE MAIRE

INDIQUE qu'il va suspendre la séance afin de laisser un membre du Conseil municipal des jeunes présenter la délibération n°239 relative à la dénomination de la place de la médiathèque.

N° 215 - Décisions municipales prises par le Maire en vertu des dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Le conseil municipal PREND ACTE.

N° 216 - Présentation du procès-verbal du Conseil municipal du 26 juin 2014.

M. MAGNIN-LAMBERT

INDIQUE que la remarque de Mme HUMMLER-REAUD a été prise en compte.

Le conseil municipal PREND ACTE.

N° 217 - Modification de la composition de la Commission communale d'accessibilité aux personnes handicapées.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

M. LE MAIRE

ENONCE les noms des Élus membres de la Commission communale d'accessibilité aux personnes handicapées.

M. ROCHERON

DIT que son groupe était d'accord pour qu'un de ses membres siège à la CCAPH mais n'a pas communiqué de noms.

INDIQUE que l'Élu de son groupe appelé à siéger au sein de cette commission est Martine JAMBON.

N° 218 - Subventions versées par la Ville aux associations au titre de l'exercice 2014 - Attributions complémentaires.

M. LE MAIRE

INDIQUE que RUEIL TV avait été créée afin d'être diffusée dans la Ville par le câble mais que des événements ne dépendant pas de Rueil ni des autres communes ayant participé à l'aventure de TELIF, ceux-ci n'ayant pu obtenir de fréquence sur le câble, n'ont pas permis cela.

EXPLIQUE qu'aujourd'hui, RUEIL TV n'est visible que sur Internet, ce qui ne correspond pas à ce qui avait été envisagé.

AJOUTE que, compte tenu des difficultés financières rencontrées par toutes les communes, il est nécessaire de faire de nouvelles économies, ce qui aboutit à la suppression de la subvention à octoyer à PRODITEL RM.

REMERCIE les dirigeants et les salariés de RUEIL TV pour leur investissement.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 219 - Révision des quotients de ressources pour le calcul des participations familiales aux activités socio-scolaires.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 2 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON) ET DE 1 CONTRE (M. POIZAT).

N° 220 - Fixation des tarifs de location de la salle d'exposition de l'atelier Grognard.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 2 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 221 - Fixation des tarifs du droit annuel de place de taxi.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 6 CONTRE (M. JEANMAIRE, Mme CLAVEL, M. RUFFAT, Mme HUMMLER-REAUD, M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 222 - Fixation des tarifs des droits de voirie pour occupation du domaine public - travaux et chantiers, pour l'année 2015.

INTERVENTION

M. JEANMAIRE

INDIQUE que son groupe s'abstiendra sur cette délibération malgré les explications fournies en

commission des finances.

AJOUTE qu'il n'est pas justifié d'opérer une même augmentation pour les échafaudages professionnels et les échafaudages privés.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 6 ABSTENTIONS (M. JEANMAIRE, Mme CLAVEL, M. RUFFAT, Mme HUMMLER-REAUD, M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 223 - Fixation des tarifs des droits de voirie pour occupation du domaine public à titre d'activité commerciale pour 2015.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 2 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 224 - Fixation des tarifs Rueil Fête Noël pour l'accès à la patinoire et approbation du règlement.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 225 - Modification du tableau des effectifs des agents de la Ville.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 226 - Protocole d'accord avec les représentants du personnel relatif à la politique Ressources Humaines de lutte contre l'absentéisme à la Mairie de Rueil-Malmaison.

INTERVENTION

M. LE MAIRE

DIT que la lutte contre l'absentéisme représente une dépense de 2 000 000 €, sur laquelle il est possible de jouer.

ESSAIE avec les partenaires sociaux de faire en sorte que puissent être dégagées des marges de manœuvre dans l'intérêt des agents concernés et des finances de la Ville.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 3 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON, M. POIZAT).

N° 227 - Protocole d'accord de fin de conflit relatif à la mise en œuvre des rythmes scolaires.

INTERVENTIONS

M. LE MAIRE

REPETE ne pas avoir souhaité cette réforme.

AJOUTE que ce conflit provoque une dépense supplémentaire de 1 500 000 € et que dans les circonstances actuelles, cela est grave.

EXPLIQUE avoir réussi à économiser 400 000 € grâce au redéploiement des intervenants culturels et sportifs les après-midi sur le temps périscolaire.

INDIQUE ne pas parvenir à recruter tous les animateurs nécessaires et qu'il a été difficile de discuter avec les directeurs d'écoles notamment concernant les cartables des élèves.

REMERCIE M. COSSON, Adjoint au Maire à l'éducation et Mme ZEHNER, Conseillère municipale en charge des centres de loisirs mais également les services, M. PERRUCHE et surtout M. LE THUAUT, victime d'un problème de santé en raison du surmenage.

DIT avoir tenu bon notamment avec l'Education Nationale et indique que les problèmes de locaux sont dans l'ensemble réglés.

AJOUTE que si des résistances des directeurs d'écoles persistent pour mettre à disposition des locaux pour les activités périscolaires, il réquisitionnera les locaux pour que les enfants puissent avoir des activités.

REMERCIE la CFDT et la FAFPT qui dès le début du conflit, ont travaillé dans un sens constructif pour conclure un accord.

INDIQUE que la prime de 60 € est légitime car les animateurs ont brutalement été confrontés à une surcharge de travail lourde à assumer et que cela a modifié l'approche qu'ils avaient de leur travail.

AJOUTE que l'accord signé est respecté et que les animateurs et directeurs de centres de loisirs ont compris qu'ils travaillaient avec la Municipalité dans un sens commun.

M. TOULOUSE

REMARQUE que les réunions et diverses concertations avaient pour objet de laisser passer le temps en espérant que celui-ci joue en faveur de la Municipalité.

DIT que deux événements ont motivé un changement de position : une forte mobilisation des parents d'élèves avec une pétition recueillant plusieurs milliers de signatures et un conflit social du personnel chargé des centres de loisirs.

AJOUTE que quasiment tous les animateurs nécessaires sont recrutés, les locaux trouvés, les problèmes relatifs aux transports et à la garde des cartables réglés mais qu'il persiste des problèmes de nettoyage des locaux.

EXPLIQUE avoir rencontré M. COSSON afin qu'il lui explique tous ces points car son groupe souhaitait se renseigner sur les problèmes rencontrés.

A COMPRIS que, dès la rentrée des vacances de la Toussaint, tout serait en ordre de marche.

INDIQUE que son groupe va s'abstenir de voter cette délibération en attendant une évaluation qu'il serait souhaitable de mener au cours du dernier trimestre de l'année scolaire.

M. LE MAIRE

DEMANDE à connaître le temps qu'il a laissé passer car cette réforme a été finalisée par un décret du 8 mai 2014, décret qu'il attendait avant de lancer la mise en oeuvre de la réforme.

AJOUTE qu'il n'était pas possible d'engager du personnel avant d'en avoir besoin, les nouveaux recrutements ne pouvant être réalisés avant la mise en oeuvre de la réforme.

DIT qu'il convient d'adapter le nombre d'animateurs au nombre d'enfants et que les estimations de fréquentation des centres de loisirs étaient de 1 900 enfants alors que la fréquentation réelle est de plus de 2 500 enfants.

EXPLIQUE que la nouvelle organisation des parents les a poussé à laisser leurs enfants dans les centres de loisirs et que le nombre d'animateurs prévu s'est révélé insuffisant.

REVIENT sur la pétition qui était la démonstration de l'exaspération des parents face à cette réforme et non face aux décisions qui ont été prises par la Municipalité.

SE SOUVIENT de la réunion qui a eu lieu au salon Richelieu avec les représentants de parents d'élèves qui n'étaient pas favorables à la réforme.

RAPPELLE leur avoir fait approuver la nouvelle organisation des rythmes scolaires, tout en leur précisant l'incertitude de la Ville quant au recrutement du nombre d'animateurs nécessaires.

PRECISE qu'ils ont également approuvé l'augmentation de 10 % des tarifs.

REVIENT sur le nettoyage des locaux et indique que Mme RUCKERT a organisé des groupes de travail avec les ATSEM et les agents techniques pour que soit organisé un suivi au même titre que pour les animateurs, les directeurs-adjoints et les directeurs de centres de loisirs.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 3 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON, M. POIZAT).

N° 228 - Modification de la liste des logements de fonction et des emplois donnant lieu à l'attribution d'un logement de fonction.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 2 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 229 - Secteur Caserne élargi : Création d'un périmètre d'étude .

INTERVENTIONS

M. POIZAT

DIT que ce quartier comprend des équipements collectifs utiles compte tenu de sa densité de population avec notamment 4 parcs, un terrain de handball, des terrains de pétanque, un parking qui a accueilli l'école Jean Jaurès pendant sa reconstruction et qui accueillera le collège Marcel Pagnol pour la même raison.

INDIQUE voter en faveur de la création de ce périmètre mais sera attentif à ce que ces équipements collectifs soient conservés.

M. LE MAIRE

ASSURE que les équipements collectifs créés seront maintenus dans ce quartier voire seront développés.

DIT que ce périmètre d'étude est créé afin de voir si des parties de ce périmètre peuvent être restructurées.

M. ROCHERON

INDIQUE que son groupe votera défavorablement car, comme il est indiqué dans la délibération, le Ministère de la défense, qui dans le cadre de la mobilisation du foncier public en faveur du logement, souhaite céder une partie de ses terrains pour la réalisation d'un nouveau programme immobilier de logements sociaux.

DIT que cela va dans le sens d'un effort nécessaire et incontournable en Île-de-France concernant la production de logements sociaux.

AJOUTE que cette délibération est défensive, avec une lecture de l'histoire du développement de la Ville qui pourrait prêter à sourire compte tenu de son appréhension partielle et de sa partialité et explique qu'à la lecture de la délibération, la Commune se serait développée autour d'un ancien bourg rural et d'un tissu pavillonnaire bordé de vastes espaces verts.

INDIQUE que n'ont pas été pris en compte dans ce développement les grands ensembles de logements sociaux construits à Rueil y compris sur un espace que la Municipalité a contribué à rénover.

DIT que la volonté affichée de mixité urbaine en centre-ville est démentie par le sens de la création de ce périmètre d'étude et ajoute que la véritable mixité en centre-ville et aux alentours ne serait possible qu'avec la création de logements sociaux.

EXPLIQUE que, pour son groupe, cette délibération semble néfaste à la mixité urbaine qu'il appelle de ses vœux depuis de nombreuses années.

M. LE MAIRE

CONNAIT les intentions notamment de l'Etat sur les parcelles dont il est propriétaire et indique que la Municipalité ne veut pas lui laisser le soin de décider ce qu'il faut faire à Rueil.

DIT avoir accepté des constructions de logements élevées par rapport à ce qui était fait mais considère qu'il n'appartient pas à l'Etat d'imposer où doivent être construits les logements sociaux.

AJOUTE que cette délibération préserve l'avenir.

INDIQUE avoir dit à M. Jean-Yves LE DRIAN et à ses services que la Ville ne modifiera pas le PLU tant qu'elle ne saura pas ce que l'Etat veut faire.

RECONNAIT que la Ville met en place un système défensif non pas contre la construction de logements sociaux, la Ville en ayant 25 % mais pour que la majorité et les Rueillois restent maître du destin de la Ville.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 2 CONTRE (M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 230 - Constatation de la désaffectation, décision de déclassement du domaine public communal et rétrocession amiable de la parcelle cadastrée section AI n° 1019 sise 29, rue Danton moyennant un prix de 5 euros symbolique au profit de Monsieur et Madame LACHOWSKI.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 231 - Constatation de la désaffectation et décision de déclassement du domaine public communal de la propriété située 35, rue Jean Le Coz.

INTERVENTIONS

M. ROCHERON

DEMANDE à ce que les délibérations n°230 et 231 soient traitées distinctement car le vote de son groupe diffère.

AJOUTE que M. LE CLEC'H a fait référence à plusieurs reprises à la rue de Talus en vantant la façon dont la vente avait été effectuée mais rappelle que son groupe grâce à Mme JAMBON et Mme ALAVOINE a été très actif.

REMERCIE M. LE CLEC'H pour cet hommage rendu à ces deux personnalités au travers de cette exemplarité avancée concernant la mise en œuvre de la vente rue des Talus.

M. LE MAIRE

REPOND que la décision de vente aux enchères appartenait au Maire et dit que cette opération sera

faite dans les mêmes conditions pour avoir la possibilité d'obtenir des moyens financiers afin de faciliter l'investissement.

INDIQUE qu'en 2015, les investissements nouveaux seront nuls et que seuls les travaux d'entretien des bâtiments ou les chantiers engagés auront un avenir positif.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS TENANT COMPTE DES 2 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 232 - Vente par avis d'appel ouvert à candidatures d'un pavillon communal situé 35 rue Jean Le Coz - Approbation du cahier des charges.

INTERVENTION

M. TOULOUSE

NOTE la vocation d'habitation de ce pavillon mais indique que ce qui gêne son groupe est l'estimation des domaines qui serait de 1 100 000 € ce qui paraît être extrêmement faible compte tenu de sa qualité et de sa situation dans Rueil.

M. LE MAIRE

CONFIRME que ce pavillon communal est destiné à l'habitation et indique avoir choisi les enchères afin que le prix de vente soit le plus élevé possible.

DIT être lui-même surpris par l'estimation des domaines et être solidaire de M. TOULOUSE.

M. TOULOUSE

DEMANDE à ce que la mise à prix soit supérieure à l'estimation de l'avis des domaines.

M. LE MAIRE

INTERROGE M. TOULOUSE sur la personne appartenant à son groupe siégeant à la commission.

M. LE CLECH

INDIQUE que l'opposition participera à la commission mais que les membres n'ont pas encore été déterminés.

M. JEANMAIRE

DIT qu'il faudrait prévoir un prix de réserve.

M. LE MAIRE

DIT que si le prix de vente ne convient pas, la vente sera annulée sur place et ajoute qu'il est hors de question que ce pavillon soit vendu à un prix insuffisant.

M. LE CLECH

INDIQUE que le groupe de M. ROCHERON, lors de la vente de la rue des Talus, avait contesté le prix des domaines alors que celui-ci lors de la vente avait été le prix de départ.

DIT dormir sur ses deux oreilles car ce pavillon sera vendu largement au dessus du prix de l'avis des domaines.

M. ROCHERON

EXPLIQUE que sur la vente précédente, la délibération présentée proposait une personne particulière et indique que grâce à l'intervention de son groupe, le bien a pu être mis aux enchères et vendu beaucoup plus cher que ce qui était proposé initialement.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 2 CONTRE (M. TOULOUSE, M. ROCHERON).

N° 233 - Vente par avis d'appel ouvert à candidatures d'un terrain communal situé 44, rue d'Estienne d'Orves - Approbation du cahier des charges.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 234 - Incorporation d'un bien présumé vacant et sans maître dans le domaine communal sis 97, avenue du Président Pompidou à Rueil-Malmaison, cadastré section AN n° 289.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 235 - Approbation de la résiliation amiable du bail emphytéotique entre l'Etat et la Ville de Rueil-Malmaison concernant un bâtiment situé 182, avenue Paul Doumer.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 236 - Rétrocession du droit au bail commercial d'une boutique située 35, rue Zamenhof à Rueil-Malmaison.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 237 - Approbation d'un protocole d'accord tripartite entre la Ville de Rueil-Malmaison, la SPLA Rueil-Aménagement et la Société du Grand Paris en vue de finaliser les modalités de transfert des emprises foncières nécessaires à la création de la future gare de Rueil-Suresnes « Mont-Valérien » dans l'Eco-quartier.

INTERVENTION

M. LE MAIRE

INDIQUE avoir discuté avec le Président de la Société du grand Paris qui lui a confirmé que la SGP donne à la gare de Rueil le titre de "Gare emblématique" et que les architectes de la Ville et de la SGP se rencontrent afin de déterminer l'esthétique du bâtiment afin qu'il s'intègre dans l'éco-quartier.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 238 - Société Publique Locale d'Aménagement Rueil Aménagement - Rapport d'activité, bilan prévisionnel des dépenses et des recettes de l'opération ZAC Rueil 2000 Extension modifiée et compte de résultat de la SPLA Rueil Aménagement pour l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Le conseil municipal PREND ACTE.

N° 239 - Dénomination de la place de la médiathèque.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 240 - Dénomination de la place du Pôle 1 du Clos des Terres Rouges.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 241 - Dénomination du multi-accueil Petite Enfance au sein du projet Coeur Nature.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 242 - Dénomination du pôle enfance famille Coeur Nature.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 243 - Modification des règlements des activités périscolaires, de loisirs et de la restauration scolaire de la Ville de Rueil-Malmaison.

INTERVENTIONS

M. LE MAIRE

RAPPELLE que le dispositif mis en place est expérimental et qu'il fait l'objet de modifications au cours de sa mise en oeuvre.

REMERCIE Mme ZEHNER qui dirige le comité de suivi qui doit faire remonter au Maire les débats et questions de ses membres.

INDIQUE que c'est suite aux remontées de ce comité de suivi que les forfaits un jour et trois jours ont été ajoutés et que désormais les questions portent sur les vacances pour lesquelles les parents demandent plus de souplesse et non une obligation d'inscrire leurs enfants sur 5 jours.

EXPLIQUE que par le passé, il y avait un self-service des centres de loisirs qui imposait de prévoir un nombre d'animateurs proportionnel au nombre maximum d'enfants susceptibles d'être présents et que cela entraînait le plus souvent une inadaptation du nombre d'animateurs au nombre d'enfants, ce qui coûtait cher à la Ville.

M. TOULOUSE

INDIQUE que son groupe votera en faveur de cette délibération car cela correspond à une demande des parents et qu'elle va dans leur sens et de l'organisation de l'emploi du temps des animateurs.

M. LE MAIRE

REPOND que ce n'est pas la raison qu'il a invoqué mais qu'il doit s'agir de la raison du vote favorable du groupe de M. TOULOUSE.

DIT que la majorité n'est pas sourde et qu'est mise en place une expérience qui doit être modifiée en fonction des intérêts de l'enfant, des parents et des différents acteurs, animateurs, directeurs adjoints, directeurs de centres de loisirs et directeurs d'écoles.

PRECISE que la Municipalité s'adapte.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 244 - Octroi de la protection fonctionnelle au Maire de Rueil-Malmaison dans le cadre d'un recours pour délit d'entrave à l'exercice du mandat de délégué du personnel.

INTERVENTIONS

M. TOULOUSE

RAPPELLE que cette reprise du domaine du Vert-bois est ancienne puisqu'en 2012 le Maire avait indiqué que l'intérêt de cette reprise reside dans le fait d'accueillir, outre l'AS MESSINE, des

structures sportives en manque d'infrastructures d'accueil.

AJOUTE qu'à l'occasion d'un Conseil municipal de 2013, il avait été amené à interroger M. le Maire sur le bien-fondé de son argumentation qui consistait à nier la continuité de l'activité et qu'il lui avait été répondu d'une manière assez inélégante qu'il ne connaissait pas le dossier.

DIT que l'inspecteur du travail semble ne pas connaître, lui non plus le dossier, puisqu'il a refusé le licenciement de ces deux délégués du personnel de l'association.

EXPLIQUE que c'est la raison pour laquelle M. le Maire est cité à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Nanterre pour entrave à l'exercice régulier du mandat de ces personnes.

INDIQUE que son groupe n'a pas l'intention de lui nuire et qu'il va donc s'abstenir sur cette délibération.

M. LE MAIRE

REPOND n'avoir jamais eu l'impression que le groupe socialiste souhaitait lui nuire.

MME HUMMLER-REAUD

INDIQUE que son groupe votera en faveur de cette délibération car il est assez usuel qu'un Maire bénéficie de cette protection fonctionnelle et que cela ne préjuge pas de la position de son groupe sur le fond de ce conflit.

M. LE MAIRE

REPOND avoir accepté de racheter cette propriété car il n'a pas souhaité l'acquisition par une société de foot en salle qui aurait créé beaucoup de circulation avec les bus notamment et l'obligation pour la Ville de faire des travaux pour les accueillir.

A PENSÉ qu'il était préférable, pour 5 000 000 €, que la Ville s'enrichisse avec cette propriété de 9 hectares pour développer le sport à Rueil.

INDIQUE que le gymnase est occupé par des activités sportives, les terrains de tennis utilisés.

AJOUTE que la seule erreur qu'il ait commise par générosité, et il s'en veut, est d'avoir dit de faire le nécessaire pour que les adhérents rueillois de l'AS MESSINE puissent adhérer au RAC, qui à l'origine ne le souhaitait pas car il n'avait pas suffisamment de terrains.

EXPLIQUE qu'il n'y avait pas de continuation de l'activité, la Ville ayant acheté le terrain libre de toute occupation et que l'AS MESSINE était occupant sans titre, son bail étant arrivé à terme plusieurs mois avant l'acquisition.

DIT que l'AS MESSINE a licencié son personnel et non la Ville.

AJOUTE que deux personnes sont parties il y a peu de temps et qu'une personne reste, celle-ci ayant demandé à se maintenir dans les locaux jusqu'à l'achèvement de la construction de sa maison dans le sud. En parallèle, il attaque la Ville devant le Conseil des Prud'hommes.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS TENANT COMPTE DES 3 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON, M. POIZAT).

N° 245 - Approbation de la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2014 - 2017.

INTERVENTIONS

M. ROCHERON

LIT une phrase de la délibération "*le Maire indique que l'échange d'informations dans le champ de la prévention de la délinquance apparaît comme un sujet majeur et une condition de réussite de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention de la délinquance et des stratégies territoriales qui en découlent*" et indique que la Municipalité s'appuie sur l'avis du Conseil Supérieur du Travail Social (CSTS).

RAPPELLE que les éléments nominatifs de vie privée n'ont pas à être partagés au sein des CLSPD conformément à l'avis des travailleurs sociaux qui, pour certains s'appuient sur un code déontologique comme par exemple l'Association Nationale des assistants Sociaux.

DIT que la charte fait une distinction entre information à caractère secret et informations confidentielles.

SOUHAITE donner des précisions et explique que les informations confidentielles n'existent ni dans le code de l'action sociale et des familles ni dans le code pénal mais sont mentionnées dans le code général des collectivités territoriales sans être présentées comme pouvant être attachées à des situations individuelles ou familiales.

AJOUTE, qu'en revanche, ont un caractère secret les éléments de vie privée dont les dépositaires sont soumis au secret professionnel par mission ou par profession.

DIT que ce n'est pas au travailleur social de définir si une information relève ou non du secret et que les professionnels communiquant des informations confidentielles engagent leur responsabilité au titre du non respect de la vie privée.

PRECISE que le CSTS a émis des réserves sur la compatibilité entre les finalités de surveillance et les personnes de ladite charte.

ESTIME que les travailleurs sociaux n'ont pas à partager les éléments nominatifs de vie privée dans le cadre des CLSPD mais doivent contribuer aux analyses croisées sur des problématiques territoriales afin d'agir collectivement sur ces différentes thématiques.

ESPERE que la Municipalité abondera dans ce sens car le libellé de la fin de la délibération ne rassure pas.

M. LE MAIRE

REMERCIÉ M. ROCHERON et indique demander de façon très précise que les choses évoluent dans l'intérêt de la Ville, des familles concernées et des problèmes de délinquance provoqués dans

la Ville.

INDIQUE qu'il ne s'agit pas que les travailleurs sociaux puissent échanger des informations confidentielles ou secrètes dans le cadre du CLSPD mais que les travailleurs sociaux dépendant d'une organisation départementale ou associative puissent échanger sur leur dossier avec les travailleurs sociaux de la Ville tout en respectant le cadre de la confidentialité liée à leur métier.

DIT à M. ROCHERON qu'il n'est pas confronté à ces problèmes comme il peut l'être ou comme peut l'être M. GABRIEL qui est en charge de la sécurité.

EXPLIQUE avoir été confronté à la situation dans laquelle un jeune, d'une résidence rueilloise, en dérive familiale, était suivi par des organisations sans que les médiateurs de la Ville n'aient été informés des problèmes de cette famille et ajoute que si la Ville avait été informée, elle aurait pu aider ce jeune et sa famille.

DIT que ces travailleurs sociaux n'ont pas les mêmes capacités d'action sur le terrain que les services de la Mairie qui sont plus nombreux et structurés.

PRECISE que de ce fait, il y a eu des dérives sur plusieurs cas et qu'il a demandé à ces travailleurs sociaux extérieurs, rencontrés au cours d'un déjeuner, d'échanger avec les assistants sociaux et travailleurs sociaux de la Ville pour éviter les dérives et les drames.

AJOUTE qu'il n'est pas possible de lui opposer qu'il ne faut pas communiquer sur des dossiers sensibles et considère que les travailleurs sociaux et assistants sociaux de la Ville et des organisations extérieures doivent communiquer.

REPOND à M. ROCHERON qu'il est possible de modifier la rédaction de la délibération si celle-ci ne lui convient pas car il n'a jamais demandé à ce que ces échanges soient publics.

M. POIZAT

REGRETTE que l'usage de la vidéoprotection soit invoqué dans ce document car celle-ci n'a aucune influence sur la prévention de la délinquance.

M. LE MAIRE

DEMANDE à M. GABRIEL de répondre.

M. GABRIEL

INVITE M. POIZAT à se rapprocher de lui afin qu'il lui fasse visiter le centre de vidéoprotection et rencontrer les personnes y travaillant.

INDIQUE que l'an passé la vidéoprotection a permis d'établir 101 flagrants délits, de suivre des jeunes se déplaçant sur différents secteurs et de permettre au service de la médiation de travailler avec eux.

DIT que la vidéoprotection est essentielle et espère que malgré les contraintes budgétaires de nouvelles caméras pourront être ajoutées sur des points sensibles.

AJOUTE que plusieurs villes prennent contact avec le Maire pour pouvoir visiter le centre de vidéoprotection telles que Villejuif, Le Blanc-Mesnil et Neuilly-sur-Seine.

PRECISE que le nouveau Directeur départemental de la sécurité publique de Neuilly a tenu à visiter le centre.

M. LE MAIRE

INVITE les élus à visiter ce centre de contrôle et se souvient, lors d'une visite, avoir entendu un opérateur crier pour signaler un jeune homme en train de couper une chaîne bloquant un scooter ou un vélo au RER, ce qui a permis de l'arrêter avant qu'il ne le vole.

AJOUTE que la vidéoprotection permet également, en cas de rassemblement de jeunes de Nanterre, Suresnes et Rueil, aux médiateurs d'aller à leur rencontre afin de prévenir tout problème avec les voisins, riverains et autres personnes.

EXPLIQUE qu'elle permet la prévention en matière de rodéo sur les avenues de la Ville et évite ainsi les nuisances et accidents en découlant.

DIT être chargé avec M. GABRIEL de la sécurité mais également M. FRANTZ, M. DESIREE qui font un travail remarquable.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DES 3 ABSTENTIONS (M. TOULOUSE, M. ROCHERON, M. POIZAT).

N° 246 - Présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable de la Ville de Rueil-Malmaison pour l'année 2013.

INTERVENTIONS

M. POIZAT

DIT que le rapport cite un certain nombre de vérités qu'il est toujours bon de rappeler tels que les réchauffements climatiques sur lesquels il est toujours possible d'agir au niveau international, national et local.

APPREND que des plans d'actions sont en cours d'élaboration au niveau de la CAMV tels que le plan local de prévention des déchets et le plan climat énergie territoriale (PCET).

DIT que, si la méthodologie d'élaboration de tous ces outils, leurs finalités et leurs objectifs sont rappelés par le rapport, il manque, en revanche, des éléments quant aux moyens mis en œuvre par la Ville pour atteindre ces objectifs sans attendre l'élaboration de ces plans communautaires qui mettra un temps certain.

REVIENT sur le PCET et dit que les grands objectifs ont été définis à savoir limiter l'impact du territoire sur le climat en divisant par quatre les émissions de gaz à effet de serre avec les contrats de performance énergétique portant sur la médiathèque et l'école Claude Monet dont le bilan n'a pas été intégré au rapport mais lui a tout de même été communiqué à sa demande.

INDIQUE que les objectifs pour 2014 ne sont pas précisés comme par exemple la conclusion d'autres contrats de performance énergétique ou la prise de mesure d'amélioration de la performance énergétique de bâtiments municipaux.

AJOUTE que le rapport précise que le bruit routier a été identifié comme la principale source de bruit à Rueil et qu'a été décrétée, pour 2014, la création d'une station de mesure en partenariat avec BRUITPARIF.

DIT que c'est un bon début mais aimerait que les décisions prises aillent plus loin pour réduire la source de ce bruit routier ce qui permettrait de diminuer les nuisances sonores et de réduire les gaz à effet de serre.

REVIENT sur le rapport 2012 qui envisageait la mise en place d'un plan de développement d'entreprise en matière de transport qui n'est pas mentionné dans le rapport 2013.

INDIQUE, concernant les déchets, que la CAMV s'est engagée à réduire de 7 % les déchets produits sur le territoire avec le compostage et la lutte contre le gaspillage alimentaire mais que le rapport ne fait pas mention du nombre de composteurs que la Ville entend distribuer, de ses objectifs, de l'impact que cela aura sur le tonnage des déchets collectés et de ce que la Ville compte faire pour diminuer les déchets issus des cantines scolaires.

FINIT par la page 22 du rapport qui annonce qu'un groupe de travail va être mis en place pour étudier la mise en oeuvre d'un plan zero phyto pour l'ensemble des espaces verts de la Ville alors que lors du précédent Conseil municipal, il a été annoncé que la Ville ne mettait plus de phyto dans les espaces verts.

S'INTERROGE sur l'opportunité de créer un tel groupe de travail quand du phyto est encore utilisé sur la voie publique.

DEPLORE que ce rapport fasse preuve d'une absence de réelle volonté politique de la Ville pour transformer ses habitudes et de celles de ses habitants afin que ses objectifs de division par quatre des gaz à effet de serre d'ici 2050 soient atteints.

M. LE MAIRE

PREND acte des déclarations de M. POIZAT et lui indique que s'il a des questions particulières il peut s'adresser à M. LANGLOIS D'ESTAINOT qui se fera un plaisir de lui répondre.

DIT que la Ville n'a pas réussi dans tous les domaines mais a été une des premières communes à mettre en place cette politique de développement durable et que c'est une grande satisfaction.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 247 - Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour le renouvellement partiel du mobilier d'assise standard de la Médiathèque Jacques Baumel.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 248 - Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) d'Ile-de-France pour la restauration de la partie instrumentale de l'orgue de l'Eglise Saint-Pierre Saint-Paul..

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 249 - Convention entre le Département des Hauts-de-Seine et la Ville de Rueil-Malmaison relative à l'organisation et au financement du centre de Protection Maternelle et Infantile de l'Arche.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 250 - Convention de gestion du Relais Assistantes Parentales avec le Département des Hauts-de-Seine - avenant de résiliation.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 251 - Présentation des rapports d'activité des délégations de service public du Théâtre André Malraux et des cinémas au titre de l'année 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 252 - Présentation du rapport d'activité de la délégation du service public d'exploitation des marchés communaux d'approvisionnement faisant l'objet de la convention conclue avec la société LES FILS DE MADAME GERAUD, pour l'année 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 253 - Présentation du rapport d'activité portant sur la délégation de service public relative à la restauration municipale établi par la société SOGERES, pour l'année 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 254 - Présentation du rapport d'activité de la délégation du service public de stationnement payant pour trois parcs en centre ville, faisant l'objet de la convention du 12 juillet 2007, conclue avec la société SAPP-Groupe Vinci Park, pour l'année 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 255 - Présentation du rapport d'activité de la délégation du service public du stationnement payant en ouvrage et sur la voirie faisant l'objet de la convention 95C29, conclue avec la société SAPP, pour l'année 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 256 - Présentation du rapport d'activité de la délégation du service public d'enlèvement, de mise en fourrière, de garde et de restitution des véhicules en infraction sur le territoire de Rueil-Malmaison, faisant l'objet de la convention conclue avec la société SNCDR, pour la période du 24 avril au 31 décembre 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 257 - Présentation du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et sur l'activité du Syndicat des Eaux de la Presqu'île de Gennevilliers, pour l'année 2013.

Le Conseil municipal PREND ACTE.

N° 258 - Approbation de l'avenant n°1 au marché n°2013-13002 (lot n°2), conclu avec LA COMPAGNIE PARISIENNE DU NETTOYAGE (CPN), portant modification de l'annexe financière.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 259 – Avenants n°1 aux marchés n°2011-11070 et n°2012-12043 portant transferts à la société ESTIMPRIM.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 260 - Approbation de la consultation relative à l'entretien des espaces verts de la Commune de Rueil-Malmaison.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 261 - Approbation de la consultation relative à l'accord-cadre de fourniture de carburants (3 lots).

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES TENANT COMPTE DE 1 CONTRE (M. POIZAT).

N° 262 - Adhésion de la Ville de Rueil-Malmaison à un "Manifeste pour la Langue Française" proposé par Monsieur Albert SALON, ancien Ambassadeur, Président de l'Association AVENIR DE LA LANGUE FRANCAISE (ALF) dans le cadre d'une campagne nationale des communes de France pour la langue française.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 263 - Convention de partenariat avec l'Association DIABETE 92 NORD dans le cadre de l'organisation d'ateliers d'éducation thérapeutique sur le diabète.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil

municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 264 - Convention de partenariat entre l'hôpital départemental Stell et la Ville de Rueil-Malmaison dans le cadre du programme national "culture et santé".

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 265 - Convention de partenariat entre la Ville, le service Idée J'Bus de l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public (PEP 92) et l'ASSOCIATION JEUNESSE 92 (AIJ 92), pour une campagne de sensibilisation auprès des jeunes sur la maladie du SIDA dans le cadre du Contrat Local de Santé.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

N° 266 - Dictée des Villages organisée par les Conseils de Villages Bords de Seine et Belle Rive - Attribution des prix.

Le texte de cette délibération est identique à celui qui figurait dans les projets soumis au Conseil municipal avant la réunion et il a été ADOPTE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

QUESTIONS ORALES

QUESTION N°1

M. JEANMAIRE

EMET un vœu faisant suite aux augmentations systématiques des tarifs des activités municipales rendues à la population votées par la majorité municipale depuis les dernières élections de mars 2014 et propose d'inscrire au prochain Conseil municipal, une délibération prévoyant une diminution de 10 % des indemnités des élus afin de participer à l'effort global de réduction des coûts.

M. LE CLECH'H

DIT avoir l'honneur d'être dans une Ville où le traitement des élus est spartiate, ceux-ci n'ayant pas de bons d'essence pour les déplacements, les frais de représentation par élu ne dépassant pas 50 € et les indemnités étant les plus faibles du département des Hauts-de-Seine compte tenu du nombre d'habitants sur la Ville.

INDIQUE que la loi prévoit que les Adjoints au Maire pourraient percevoir une indemnité de 1 821 €.

PRECISE que les Adjoints au Maire dont l'indemnité est la plus haute perçoivent 960 € car la politique choisie par la majorité dans le cadre de ce mandat et demandée par les élus de l'opposition lors des mandats précédents prévoit une répartition de l'enveloppe à l'ensemble des élus du Conseil municipal.

AJOUTE qu'il est normal que tout le monde participe à cet effort et c'est la raison pour laquelle M. LE MAIRE a décidé que les élus de la majorité, effectuant un travail identique à celui d'un Adjoint au Maire, percevraient la même somme que ces derniers, ce qui diminue d'autant leurs indemnités.

PRECISE que le Maire participe également à cet effort car il est écrêté et réalise une économie totale de 28 285 € par an pour la Ville.

DIT que la démarche est démagogique par rapport à ce qui pourrait être obtenu et au respect du travail des élus.

M. LE MAIRE

RAPPELLE que l'opposition a réclamé cette répartition et dit que les Adjoints travaillent beaucoup et méritent donc de percevoir une indemnité.

REPOND non à la proposition de M. JEANMAIRE.

M. ROCHERON

DIT ne pas avoir demandé à percevoir une indemnité mais a dénoncé de façon récurrente le mode de gouvernance à Rueil qui prévoyait que l'opposition percevait pas d'indemnités contrairement aux villes voisines.

QUESTION N°2

M. TOULOUSE

DEMANDE des précisions sur le projet de création d'un plan d'eau à créer sur la plaine des Closeaux dont le début des travaux était prévu en 2014 d'après le panneau toujours en place sur le site.

DIT avoir combattu dès le départ ce projet parce que très coûteux et qu'il ne correspond pas à un besoin des Rueillois.

AJOUTE que par ailleurs d'autres investissements seront à envisager pour le bien des Rueillois particulièrement lorsqu'il s'agira de doter d'équipements sociaux l'écoquartier.

INDIQUE que si le projet du plan d'eau était abandonné, son groupe s'en réjouirait confortant ainsi la pertinence de leur opposition.

M. LE MAIRE

REPOND que ce projet serait utile aux Rueillois et indique que toutes les décisions prises pour les loisirs et l'amélioration du cadre de vie des Rueillois ont été bien accueillies.

DIT que les discussions ont toujours cours avec l'État et que la constitution du projet ira jusqu'à son terme.

TIENT à ce que le dossier soit prêt sur le plan administratif pour qu'il puisse être repris lorsque la Ville aura la capacité financière de le reprendre.

AJOUTE qu'en tant que Maire responsable et conscient des responsabilités de la Ville, il a décidé de reporter ce projet comme il a décidé d'en reporter d'autres.

INDIQUE avoir déjà répondu à cette question et que cela avait été écrit dans le bulletin municipal.

DIT que si, dans quelques années, la situation de la Ville s'améliore, il sera possible de réaliser ce plan d'eau.

QUESTION N°3

M. POIZAT

DEMANDE s'il est prévu d'établir un bilan moral et financier du Jubilé impérial.

M. LE MAIRE

DEMANDE ce que M. POIZAT entend par bilan moral.

M. POIZAT

REPOND qu'il est d'usage, lorsque des opérations d'envergure comme le Jubilé impérial sont

organisées, de faire un bilan moral et financier aux Rueillois.

M. LE MAIRE

DIT que la réponse des Rueillois a été la fréquentation de ce Jubilé puisque plus de 70 000 visiteurs sont venus pendant ces 48 h soit presque la totalité de la population rueilloise.

AJOUTE que le bilan est en cours d'élaboration et rappelle avoir indiqué que la Municipalité s'était posée la question quant à l'annulation du Jubilé.

INDIQUE que les difficultés pour 2014 ont été maîtrisées avec 7 millions € d'économies sans augmentation d'impôt et ne pas voir l'utilité de supprimer ce Jubilé pour deux raisons.

EXPLIQUE avoir, dans un premier temps, créé un enthousiasme auprès de milliers de personnes participant au Jubilé et venant de toute la France, d'Australie et du Canada et dans un second temps, avoir bénéficié de la participation des mécènes à hauteur de 82 % du financement du Jubilé sans lesquels il aurait été annulé.

ASSUME avoir décidé de maintenir ce Jubilé impérial.

REPETE que le bilan détaillé est en cours d'élaboration et précise que la participation des mécènes est à hauteur de 750 000 € et que la billetterie a rapporté 12 000 €.

INDIQUE qu'un fois terminé, le rapport détaillé sera communiqué à l'opposition.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée ce jour, à 21h45.